

ORAN / GE PRESSEE

NOTRE DOSSIER:
LE COMBAT POUR L'ÉGALITÉ

JAB
CH-1205 Genève
PP | Journal



03

Edito

04-09

Dossier féminisme

10-11

Entretien avec
Gilles Gressani

12

Bruno Da Silva
Candidat au CA
de Thônex

14-15

Visite de
l'aéroport

Agenda

juin

Je 13.06

Assemblée des délégués +
Soirée de début d'été
19h00
Ferme de St-Maurice

Sa 15.06

Campagne de recrutement
Toute la journée
(voir site internet)

Lu 17.06

Com. Aménagement
- Logement
12h15
à définir

Me 19.06

Commission
enseignement
12h15
Siège du PDC

Je 20.06

Com. Environnement
- Agriculture
19h30
Siège du PDC

l'équipe de l'OranGE Pressée



Rédacteur en chef
Benoît Cerutti



Editeur Responsable
Nicolas Fournier
Secrétaire général du PDC



Graphisme
Arthur Miffon
barth-communication.ch

le déménagement en douceur



BALESTRAFFIC

Certifié **AGÉD** Qualité 2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestraffic.ch

Soutenez le PDC

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus?

*N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don.
Vous contribuerez ainsi à aider le PDC à porter ses idées et
valeurs lors des votations, des campagnes mais aussi tout au
long de la prochaine législature.*

Nous vous remercions chaleureusement.

Compte CCP: 17-43834-0
IBAN: CH82 0900 0000 1704 3834 0
Parti Démocrate-Chrétien du canton de Genève
Motif versement: don PDC Geneve (canton)

IMPRESSUM

10 éditions p/an - OranGE Pressée // Prix Abo. 40.- ou 60.- avec soutien
Editeur: Parti Démocrate-Chrétien • Rue Alcide-Jentzer 9, 1205 Genève
T. 022 328 20 11 • info@pdc-ge.ch • www.pdc-ge.ch • facebook.com/genevepdc
Molésou Impressions, imprimé en 1400 exemplaires sur papier recyclé avec des encres biovégétales

EDITO



Je sais que j'ai de la chance. La chance d'avoir un conjoint qui me soutient dans mon souhait de concilier vie familiale, professionnelle et politique. La chance de n'avoir pas subi de coup d'arrêt dans ma carrière suite aux naissances de mes deux filles. La chance d'avoir eu la possibilité de travailler à temps partiel tout en occupant un poste à responsabilités. D'autres femmes n'ont malheureusement pas cette chance. Elles sont encore beaucoup trop nombreuses. Le 14 juin, c'est pour elles que je marcherai aux côtés des femmes PDC.

Il faut en finir avec la «chance». Le système doit changer en faveur de toutes les femmes. Le «plafond de mère» doit se briser. Le temps partiel ne doit plus être un frein dans une carrière. L'offre de places d'accueil (crèches, etc.) doit enfin être à la hauteur de ce que l'on peut attendre d'un pays développé comme le nôtre. Le Conseil fédéral doit arrêter de persister à rejeter toute forme de congé paternité. Et les élus fédéraux doivent finir par comprendre que l'arsenal législatif doit être renforcé pour que l'égalité salariale se traduise enfin dans les faits.

Car les femmes attendent l'égalité salariale depuis 38 ans : le droit à un salaire égal est en effet ancré dans la Constitution depuis 1981, la loi sur l'égalité en vigueur depuis 22 ans. Pourtant, les femmes gagnent dans notre pays toujours environ 18% de moins que les hommes. Une partie de cet écart peut se justifier par des critères objectifs. Mais 40% de cette différence, chiffre statistiquement stable à travers les ans, reste inexplicable. Au rythme actuel de la réduction des écarts salariaux, l'égalité serait atteinte en Suisse dans 60 ans. Mes filles de 4 et 6 ans auront pris leur retraite...

Le problème fondamental réside dans l'absence de dispositifs de surveillance comme il en existe pour la santé et la sécurité au travail. Comme le relevait récemment la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, la Suisse se donne les moyens de lutter contre le travail au noir, mais quand il s'agit d'égalité salariale entre femmes et hommes, le consensus politique se fait attendre.

Peut-être est-ce dû à la présence encore trop rare des femmes sous la Coupole fédérale : la représentation féminine atteint péniblement 32% au Conseil National et seulement 15% au Conseil des Etats. Qu'il s'agisse du monde de l'entreprise ou de la politique, le balancier des personnes à responsabilités penche toujours du même côté : le masculin.

Il est temps que cela change.

*Marie Barbey-Chappuis
Vice-présidente du PDC cantonal*

Pourquoi descendre dans la rue ?

Grâce à la grève des femmes du 14 juin, jamais le combat pour l'égalité n'aura trouvé un tel écho dans notre pays, depuis vingt ans.

Elle permettra sans doute de battre en brèche un discours, trop souvent entendu, que dans les nations industrialisées, les femmes auraient « gagné » la bataille pour l'égalité, alors que les chiffres et les faits ne cessent d'attester du contraire.

Ainsi, nous avons demandé aux candidates aux élections fédérales, les raisons qui les poussent à descendre dans la rue en ce mois de juin : les nouveaux défis qu'elles perçoivent ; les combats encore à mener ; les terrains sur lesquels lutter ; et surtout, en ce temps où la correction politique est si forte, ce à quoi elles tiennent.

Car les questions soulevées le 14 juin restent éminemment politiques. Elles sont associées à des combats, des mouvements et des modes d'action, qui certes divergent parfois, mais s'attachent à porter un imaginaire commun : la construction d'une société différente ; réellement égalitaire.

Béatrice Hirsch :

« *Le 14 juin 2019, nous nous mettrons en grève sur nos lieux de travail, dans nos foyers et nous occuperons l'espace public : (...) Parce que le travail éducatif et de soins doit être une préoccupation collective (...)* »

Selon l'OFS, les mères effectuent encore en moyenne 53 heures de travail domestique et familial par semaine contre 29 heures pour les pères. Parmi les couples âgés de 24 à 54 ans et ayant des enfants de moins de 25 ans, dans 74% des cas, ce travail est principalement effectué par les femmes. Au moment de s'occuper de proches âgés ou malades, ce sont de nouveau les femmes qui sont principalement concernées. Ce travail provoque souvent une diminution importante, voire parfois une interruption de l'activité professionnelle, sans qu'il soit reconnu à sa juste valeur. Il est urgent que la Suisse mette en place un congé parental obligatoirement réparti entre les deux parents, que Genève

construise les 4000 places d'accueil d'enfants de 0 à 4 ans manquantes et que la journée continue soit réellement mise en place. Il est également urgent que le rôle de proche aidant soit rémunéré de façon juste.

Le 14 juin, je manifesterai pour que le travail éducatif et de soins devienne une préoccupation collective.

Delphine Bachmann :

Je participerai à la grève des femmes du 14 juin, parce que nous n'avons pas 40 ans à attendre. C'est aujourd'hui que l'égalité doit être mise en pratique, c'est aujourd'hui que notre pays doit investir dans la conciliation entre vie professionnelle et familiale, c'est aujourd'hui que les femmes, tout comme les hommes d'ailleurs, doivent pouvoir faire des vrais choix. Je mettrai tout en œuvre pour que cette liberté existe dans notre société. Grâce à cette journée, qui ne doit pas rester



symbolique, les politiques de tout bord ne peuvent plus ignorer cette question et doivent s'en emparer. J'aimerais que mes enfants puissent grandir dans un pays où toutes les citoyennes et citoyens sont égaux en droits, et en devoirs.

Sophie Buchs :

« *Parce que notre corps nous appartient, nous exigeons d'être respectées et libres de nos choix.* »

L'accès à une interruption volontaire de grossesse sûre et légale est de plus en plus restreint dans le monde. Aux USA, en Pologne, au Salvador, au Brésil etc. les mouvements Pro Life sont de plus en plus forts. L'OMS annonce que sur les 56 millions d'IVG pratiquées annuellement dans le monde, 25 millions sont à risque. En même temps, la santé des femmes, notamment sexuelle et reproductive, est peu étudiée et discutée. Les violences

Réponses de nos candidates

gynécologiques et obstétriques sont par exemple encore malheureusement très présentes dans le monde médical. La société norme également toujours le rôle des femmes en lien à leur maternité ou non maternité, leurs choix de vie conjugale.

Il est toujours plus urgent de réaffirmer que les femmes sont capable d'autodétermination.

Le 14 juin, je manifesterai pour le droit au respect de mes choix quand il s'agit de mon corps.

Claude Bocquet :

Bientôt 40 ans que l'égalité homme-femme est inscrite dans la Constitution fédérale, et pourtant :

- le salaire des femmes est encore moindre que celui des hommes pour un travail égal.
- les métiers où les femmes sont majoritaires sont moins bien rémunérés.
- le monde du travail est resté figé dans une conception patriarcale où le revenu des femmes était accessoire à l'entretien d'une famille.
- les femmes sont souvent victimes de discrimination, de harcèlement de rue et de propos sexistes sur leur lieu de travail.

Alors toutes ensemble nous disons « *STOP!* », il est temps de reconsidérer notre société et de la réorganiser afin de donner une place entière aux femmes!

Hélène Gache :

Le sujet de l'égalité est maintes fois posé en opposition aux hommes : nos

droits sont identiques et les femmes seront dans la rue le 14 juin.

Rappelons-nous que nos droits ont été acquis aussi grâce aux hommes, majoritaires dans les hémicycles et dans les directions d'entreprises. Nous devrions donc encourager la clairvoyance de certains plutôt que tous les stigmatiser. Nos droits doivent être défendus par un engagement au quotidien afin de changer les comportements inappropriés. Des actes concrets sont à poser : apprendre à prendre la parole, se soutenir face à l'adversité, être des modèles, s'engager en politique pour que nos environnements s'harmonisent et cela avec et pas contre les hommes.

La bataille est à mener sur le terrain familial, professionnel et public avant la rue afin d'honorer nos aïeules grévistes !

Laetitia Chervaz :

A travail égal, salaire égal ! Certes, mais pensons également à ces femmes - et ces hommes - qui souhaitent prendre le temps de s'occuper de leurs enfants et de leur éducation mais ne peuvent le faire faute de moyens financiers suffisants, de soutien mais également de reconnaissance.

Les femmes ne sont pas libres de choisir la suite de leur parcours professionnels. La pression envahissante sur le marché de l'emploi décide à leur place de la suite à donner à leur carrière. Vous souhaitez prendre un congé maternité plus longtemps ? Impossible, vous ne serez plus concurrentielle. Vous souhaitez faire une pause dans votre carrière ? Impossible, vous ne serez

plus « à la page ». Aujourd'hui, il faut reconnaître à leur juste valeur les femmes au foyer et leur redonner la place et l'importance qu'elles méritent. L'éducation de nos enfants est centrale pour avoir un pays stable et solide et cette tâche doit revenir en priorité aux parents. Soutenons les parents au foyer ! Hommes ou femmes qui choisissent de mettre leur carrière de côté pour leur famille, mais également qui soutiennent leur conjoint dans la sienne.

Julie Udry :

La représentativité des femmes, que ça soit en politique, dans des conseils d'administration, ou simplement dans toute activité sociale, est fondamentale pour atteindre l'égalité.

Imaginons un instant qu'au conseil national, il n'y ait pas un nombre précis de sièges réservés à chaque canton, mais que n'importe quel candidat sans nécessité de domicile puisse être élu. Il se pourrait que Zurich ait la grande majorité des sièges. Ne nous offusquons nous pas d'un tel déséquilibre voir même juste du risque de voir certaines régions non représentées ?

Alors dites-moi pourquoi nous acceptons que la moitié de la population ne soit pas représentée ?

Je pense qu'il est plus que nécessaire que nous réservions la moitié des sièges de chaque canton, que ça soit au national comme aux états, pour les femmes.

14 juin : l'engagement des femmes PDC



Catherine Moroni, Présidente des Femmes PDC – Genève.

Catherine Moroni nous présente les modalités d'engagement des femmes PDC lors de la journée du 14 juin prochain, et revient, pour nous, sur les revendications que le groupement porte dans le débat public et au sein du PDC.

Comment s'est préparé le groupement « Femmes – PDC » pour la journée de mobilisation du 14 juin ?

Le groupement « Femmes – PDC » prépare cette journée depuis de nombreux mois. Nous pensons cette journée comme un moment fort dans notre engagement en faveur de la représentation féminine au de la société actuelle. Le 14 juin, nous défilerons aux côtés des Femmes PLR, sous une bannière commune, avec pour slogan : « de droite et du centre, féminines et solidaires ».

Par ailleurs, je tiens à préciser, que nous invitons bien évidemment les hommes à nous rejoindre. Nous souhaitons un défilé mixte du point de vue des genres.

« Nous souhaitons un défilé mixte du point de vue des genres »

Cependant, nous estimons que cette journée doit être consacrée à la parole des femmes. Il s'agit, l'espace de 24 heures, de restituer celle-ci de manière pleine et entière.

Ces dernières semaines, des débats sont apparus sur le rôle des hommes lors de cette journée. Les femmes PDC ne souhaitent pas d'un clivage entre hommes et femmes sur les questions d'égalité de genre. Car celles-ci concernent l'ensemble de la société, et c'est dans son entièreté que celle-ci doit se mobiliser pour progresser.

Quels sont les thèmes que vous souhaitez porter ?

En ce qui concerne le groupement, nous avons sélectionné trois thèmes

que nous mettrons en avant: tout d'abord, l'égalité salariale, qui est au cœur des revendications de la journée du 14 juin. Je crois que cette question est aujourd'hui centrale.

Certes, il y a eu des avancées significatives notamment en termes juridiques, mais lorsqu'il s'agit d'appliquer ces principes concrètement, il n'y a que des déclarations, et aucun acte. Aujourd'hui, il faut aller plus loin que les discours. Il est urgent de sortir des grandes déclarations bienveillantes, cachant mal une certaine hypocrisie du pouvoir politique, notamment législatif, qui lorsqu'il peut agir réellement, s'y refuse. Nous en avons fait l'amère expérience, nous, femmes démocrates-chrétiennes, avec nos propres parlementaires fédéraux.

Ainsi, à titre d'exemple, nous sommes favorables à l'instauration d'un label sur l'égalité salariale pour les entreprises, qui les favoriserait lors de l'attribution des marchés publics.

Nous porterons aussi la question des violences faites aux femmes, qui reste une réalité quotidienne pour encore trop de femmes dans notre pays.

Enfin, nous voulons mettre en avant le combat pour une meilleure conciliation entre la vie privée et professionnelle et pour une véritable politique familiale qui pourrait par exemple s'illustrer par le remplacement des cours de répétition par un congé-paternité.

Pensez-vous qu'il existe un discours féministe, proprement démocrate-chrétien ?

Je crois qu'il y a un vrai discours féministe au PDC, incarné par des personnes très engagées. Certes, celui-ci fait peut-être moins de bruit que dans d'autres partis, notamment de gauche. En revanche, il est très performant lorsqu'il s'agit d'obtenir des avancées concrètes. Il se nourrit notamment grâce à des contacts étroits avec les autres groupements Femmes PDC romands, allemands et Tessinois ainsi que des organisations féministes, comme Alliance F ou le CLAFGE.

Par ailleurs, je suis frappée de constater la force de la solidarité entre les femmes à l'intérieur du Parti. Elles se donnent des objectifs et se battent collectivement pour y parvenir. L'élection au Conseil fédéral l'a clairement démontré l'automne dernier.

Quels sont vos objectifs pour les prochains mois ?

Nous devons capitaliser sur le mouvement féminin du 14 juin. Cet événement permet de faire connaître aux femmes non engagées en politique notre parti et notre façon d'être féministes. En participant à l'action du 14 juin, nous montrons une alternative aux partis de gauche.

A moyenne échéance, nous nous engageons à faire connaître les femmes spécialistes en leur domaines afin qu'elle puisse accéder notamment aux médias. L'excuse consistant à dire « nous n'avons pas trouvé de femmes pour parler de ce sujet » n'est plus acceptable.

A long terme bien évidemment nous devons préparer et soutenir la relève politique féminine. Nous souhaitons

une représentation forte des femmes sur les listes lors des prochaines municipales car c'est à cette échelle que se joue l'avenir du PDC.

Naturellement, nous porterons bien évidemment le combat pour une présence féminine sur le ticket au Conseil d'Etat.

Enfin, dans un avenir beaucoup plus proche, nous nous battons tout l'été pour que la représentation genevoise PDC à Berne soit beaucoup plus féminine. Et dans les deux chambres !

Propos recueillis par Benoît Cerutti



L'antiféminisme, une dynamique transnationale

Masculinistes, réseaux familiaux, courants religieux fondamentalistes, il existe une transnationale antiféministe en pleine expansion et de plus en plus visible. Tentative non-exhaustive d'une cartographie de pensée, qui projette une étrange lumière noire sur l'avenir.

La scène se déroule à la fin du mois de mars à Vérone, fief historique des ultraconservateurs italiens. Le temps de quelques jours, la ville de Vénétie va devenir un lieu d'affrontement sans précédent de deux Italie qui se font face, et dont les fractures peuvent être étendues à l'ensemble du monde occidental : l'une pro-life, et l'autre attachée au droit à l'avortement.

Ce week-end-là, l'Organisation Internationale de la famille, structure chrétienne américaine, organise son traditionnel congrès mondial de la famille, avec non seulement le soutien du puissant ministre de la famille italien Lorenzo Fontana, mais aussi un aéropage de personnalités venues de toute l'Europe, de Russie et des Etats-Unis. Mais au-delà, des personnalités et du caractère absolument insupportable des propos d'estrade tenus, il y a lieu de s'intéresser au caractère transnational du mouvement, et ce qu'il illustre.

Pasquale Annicchino, chercheur en science politique, dans un brillant papier, paru dans il Foglio, nous alertait en mettant en avant le caractère profondément nouveau du phénomène : « *Le Congrès mondial des familles fait en effet partie de la dynamique des batailles culturelles globales. L'exportation d'un modèle de confrontation sociale typiquement américain et conservateur-protestant, dans lequel la bataille sociale se livre principalement au niveau des normes juridiques et de l'appareil étatique, et non au niveau culturel. Ce modèle d'engagement, a par ailleurs rencontré les profondes transformations théologiques et politiques survenues en Russie et dans l'église orthodoxe russe, concrétisant ainsi un axe mondial illibéral* »

Ainsi, s'appuyant sur le modèle des évangéliques américains, les organisateurs du Congrès savent qu'ils ont perdu la bataille de l'opinion, notamment sur le droit à l'avortement, mais ils n'ont pas renoncé, par une politique de lobbying intense au niveau de l'Etat, à rendre celui-ci de facto impraticable en réduisant les possibilités matérielles d'accès à celui-ci ; et c'est le cœur de leur nouvelle bataille en Europe.

Le masculinisme, nouveau terrain des antiféministes

Au centre de cette dynamique, les méthodes des églises évangéliques sont une source d'inspiration centrale pour les tenants les plus fondamentalistes des grandes religions. Ainsi, à titre d'exemple, Mgr Dominique Rey, évêque de Toulon, figure ultra-conservatrice de l'épiscopat français, ne cesse de s'inspirer de leurs méthodes, qu'il juge très adaptées à nos sociétés post-modernes.

A partir de ses voyages d'études outre-Atlantique, il organise dans son diocèse, chaque année, des journées de réflexion, sur « *l'identité masculine* » où les participants sont invités à explorer « *tout la plénitude de leur virilité* ». Ces ateliers s'inscrivent dans une mouvance plus large, intitulée le masculinisme, qui dépasse de loin les cercles religieux, allant jusqu'à des catégories de la population très sécularisées.

Dans leur ouvrage, Antiféminismes et masculinismes, Christine Bard, Mélissa Blais et Frédérique Dupuis-Déri, explorent cet univers en pleine expansion.

Elles le définissent comme « *un mouvement social qui se constitue en Occident à partir des années 1980 pour défendre « les droits des hommes » dans une société qu'ils estiment désormais dominée par les femmes* ».

Ce mouvement a pris son essor au Canada, dans le sillage du mouvement du « *combat des pères divorcés* », avec le discours que l'ex-conjointe aurait évincé le père et ne chercherait qu'à lui extorquer une pension alimentaire. Ce discours a repris une certaine vigueur à la suite du mouvement MeToo, avec l'idée que les hommes seraient devenus victimes d'un féminisme prétendument puritain.

Les masculinistes inversent le sens du combat, en opposant une vision où l'homme est devenu la victime d'un prétendu « *matriarcat* ».

C'est au croisement de l'ensemble de ces dynamiques que se construit la mouvance antiféministe, en s'articulant à des mouvements transnationaux puissants et en agrégeant des catégories diverses : du père divorcé aux mouvements religieux les plus ultraconservateurs. Une internationale réactionnaire en plein essor, illustrant que le combat féministe n'est pas terminé. Bien au contraire !

Benoît Cerutti

Pour aller plus loin :

Pasquale Annicchino, *Il Congresso di Verona è il prodotto della critica all'ordine liberale*, il Foglio, 27 mars 2019
Christine Bard, Mélissa Blais et Frédérique Dupuis-Déri, *Antiféminismes et masculinismes*, PUF, 2019

Campagne de recrutement : le PDC Genève se mobilise pour son futur

Le PDC investit dans l'avenir ! A l'aube des élections fédérales d'octobre, mais surtout des élections municipales de 2020, notre parti lance une grande campagne de recrutement à l'échelle de l'ensemble du canton. La campagne « *Et toi tu changerais quoi ?* » a d'ores et déjà débuté et se terminera dans les jours à venir. Au menu, une large campagne d'affichage et de présence numérique autour de trois thèmes de proximité, l'environnement, la petite enfance et la mobilité.

Au travers de cette campagne, c'est véritablement l'envie aux citoyennes et citoyens de s'engager au sein de notre formation qui doit être suscitée. L'adhésion à un parti politique, de gauche ou de droite est souvent vu comme un acte presque mystique et à l'heure où il est toujours plus rare de s'engager pour la collectivité, il est fondamental de démystifier ce processus et de valoriser l'implication citoyenne. Chaque genevoise et chaque genevois possède au moins une idée pour son quartier, son canton ou son pays et notre tâche est de permettre à cette idée d'être reprise, valorisée et finalement exploitée au service de la collectivité.

Et puis, au-delà de l'engagement citoyen en tant que tel, il est essentiel de pouvoir attirer de nouvelles personnes au sein de notre parti. Les élections municipales approchent et le PDC a besoin de relève pour siéger dans les délibératifs communaux durant la législature à venir. Il est donc important de communiquer sur les thèmes de proximité pour lesquels le PDC s'est toujours particulièrement engagé et de capitaliser sur notre assise locale : le PDC est le deuxième parti le mieux représenté dans les communes !

Cette campagne de recrutement est aussi l'occasion de nous démarquer en occupant le terrain politique et médiatique en dehors du calendrier politique classique. Cette période de « *relâche* » faisant suite à des votations difficiles et anticipant la campagne des élections fédérales nous permet de tenir un discours plus fédérateur et de mobiliser toutes les sections et couches de notre parti.



#famille

« je veux plus de crèches ! »

Imagine Genève avec nous!
Le PDC recrute.

www.pdc-ge.ch

Enfin, retenons que toute bonne campagne de recrutement nécessite des ambassadeurs, et qu'à ce titre, le PDC a la chance de pouvoir compter sur près de 2000 membres prêts à défendre les couleurs du parti et ses valeurs auprès de la population genevoise. Mobilisons-nous donc toutes et tous pour expliquer ce qu'est le PDC et pour promouvoir le projet de société auquel nous croyons.

Merci pour votre engagement !

Nicolas Fournier



#environnement

« je veux des jardins sur les toits ! »

Imagine Genève avec nous!
Le PDC recrute.

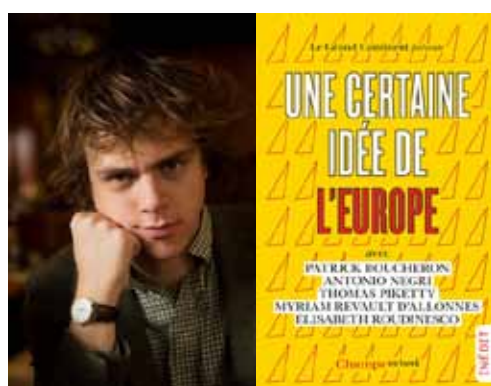
www.pdc-ge.ch

Élections européennes : le retour de la politique.

Au lendemain des élections européennes, nous avons demandé à Gilles Gressani, Président du Groupe d'Études Géopolitiques, think tank fondé à l'École normale supérieure de Paris, de nous livrer ses analyses sur le nouveau paysage politique européen.

Avec d'autres camarades, il anime la revue Le Grand Continent une sorte de Foreign Affairs européen, et vient de coordonner l'ouvrage *Une certaine idée de l'Europe* paru chez Flammarion, qui réunit des contributions d'intellectuels, dont Patrick Boucheron et Thomas Piketty, dans le but d'explorer les voies inédites d'une « Europe idéale, pleinement politique. »

Ingénieur de recherche du département Humanisme numérique du Collège des Bernardins, Gilles Gressani est normalien. Il prépare un doctorat européen en sciences politiques (Université de Luxembourg) et en philosophie (Université de Turin), et un livre sur le Style populiste à paraître à la rentrée 2019 aux Éditions Amsterdam.



Quels sont les premiers enseignements que vous tirez des résultats de ces élections européennes ?

Au-delà de la complexe recomposition politique qui a lieu à l'échelle continentale et dont on ne peut pas encore tout à fait mesurer l'ampleur, il y a au moins un élément qui mérite d'être compris dès à présent. La progression du taux de participation a été nette, en contretendance au discours qui s'était installé dans les médias et chez certains responsables politiques nationaux, que l'Europe politique n'intéressait plus, qu'elle était définitivement en crise, et ce, depuis le référendum de 2005. En effet, que constate-t-on ? La participation à ce scrutin n'a jamais été aussi forte dans les dernières décennies. Lorsque l'on regarde dans le détail certains pays, par exemple en France, on constate qu'elle a même été supérieure aux élections législatives de 2017...

Pourtant, les données de l'Eurobaromètre auraient dû nous alerter sur la vigueur progressive d'un sentiment européen chez les citoyens de l'Union. Une dynamique de fond est bien à l'œuvre. La confiance en l'Union économique et monétaire atteint des taux historiques, elle dépasse même celle que les citoyens européens placent dans leurs institutions nationales. En Roumanie, par exemple, 60% des citoyens font davantage confiance au Parlement européen qu'à leur parlement national ou à leur gouvernement (23%). En sommes, on assiste moins à une crise de l'Europe politique, qu'à une crise du politique en Europe.

Il faut par ailleurs remarquer que la participation certes historique bien qu'encore limitée est d'autant plus étonnante que la politique européenne demeure très largement insatisfaisante : la campagne électorale est restée une addition de campagnes nationales franchement plutôt décevantes dans

leur incapacité à articuler un projet ou une stratégie. Pourtant il y a quelques signes tangibles qui montrent que l'on assiste bel et bien à une forme d'europanisation du politique.

Quelles formes prend cette europanisation du politique ?

Il faut comprendre qu'à partir du moment où la plupart des forces qui se servent du style populiste comprennent que les européens ne souhaitent plus sortir de l'Union ou de l'euro, et donc font le choix de proposer à leurs citoyens nationaux d'y rester, une forme d'europanisation paradoxale s'opère inévitablement.

Il est frappant de constater qu'un des signes tangibles s'est joué à Milan, lors du grand meeting des forces souverainistes invitées par Matteo Salvini, Marine le Pen et des représentants de l'AFD du FPÖ autrichien. Un vrai coup médiatique et symbolique. À ce moment-là, l'échelle du débat s'est déplacée au niveau européen. On pourrait ajouter que l'affrontement des derniers mois entre Emmanuel Macron et Matteo Salvini est aussi une illustration de ce phénomène. Cahin-caha l'Europe politique se fait sous nos yeux. Sans doute pas comme le souhaiteraient les fédéralistes européens, mais elle se fait. Le grand problème du moment c'est que ce débat n'est absolument pas encadré, tant institutionnellement que médiatiquement.

C'est-à-dire ?

L'Europe manque cruellement de lieux de débats à l'échelle continentale. Que cela soit dans le débat public, politique ou universitaire, il n'y a pas de vrais lieux où les européens peuvent échanger entre eux. Nous manquons de grandes revues, et de grands journaux européens qui penseraient et seraient lus à l'échelle du continent, permettant la circulation d'éléments et de concepts politiques pertinents, en ouvrant les questions européennes au désaccord politique et à la polémique. Pour l'instant, nos débats restent puissamment enfermés dans des schémas politiques nationaux.

Quant à l'aspect institutionnel, avec le renforcement du Conseil européen par rapport aux autres institutions, les débats restent plus arbitrés selon des logiques d'équilibres diplomatiques, que d'affrontements politiques dans un cadre transnational.

Nous vivons comme un entre-deux. Les citoyens européens émettent les signaux d'une attente d'un vrai débat à l'échelle continentale, mais il manque encore l'infrastructure permettant à celui-ci de se développer réellement.

Dans l'émergence de ce débat transnational, une personnalité joue un rôle important : il s'agit de Matteo Salvini, sur lequel porte une partie de vos recherches. De quoi Salvini est-il le nom ?

Je crois qu'il faut revenir à Matteo Renzi pour comprendre la force du phénomène Salvini. Matteo Renzi avait contribué à refermer le cycle de vingt ans du pouvoir de Berlusconi.

Celui-ci avait débuté, après la chute de l'URSS et à la suite de l'opération Mains propres, avec la chute des trois grandes formations politiques historiques italiennes : démocrates-chrétiens, socialistes et communistes. Quand Renzi arrive au pouvoir, l'option du berlusconisme s'essouffle définitivement, ce qui lui donne une position exceptionnelle, il peut définir un nouveau cycle.

Mais il y a un problème. Renzi arrive de Florence à Rome en amenant avec lui sa propre équipe de techniciens et conseillers. Il récuse les règles politiques en vigueur, dans le monde complexe que constitue Rome, en ne parvenant cependant pas à intégrer son offre politique aux institutions et aux intérêts qui s'y retrouvent : le renzisme ne se romanise jamais réellement. Dans un isolement toujours plus évident, Renzi va prendre toute une série de décisions inconséquentes, notamment il va pousser son fameux référendum, qui s'avèrera perdant, sur sa réforme constitutionnelle. Cette situation va amener à sa chute.

Cependant, à ce moment-là, il faut comprendre que le nouveau cycle qui s'ouvre avec la fin de Berlusconi n'est absolument pas stabilisé, et reste puissamment volatile. Aucune offre politique d'avant ne paraît définie ou fiable. Ainsi, il y a une place à prendre pour tout entrepreneur politique, ce que va brillamment comprendre Matteo Salvini.

Pour y parvenir, Salvini construit ainsi une offre politique qui passe par une sorte de normalisation à l'échelle nationale de la Ligue du Nord, et une

ré-articulation de son discours : la cible n'est plus l'Etat central, l'Italie du Sud et ses habitants, mais tout d'abord, les Roms (avec son fameux slogan Ruspe : "Bulldozer"), puis les migrants, et enfin, les élites politiques ou intellectuelles cosmopolites.

En exploitant le clivage « nomades » versus « sédentaires » il parvient aussi à articuler une ligne politique qui peut être "romanisée", si on veut utiliser les catégories développées par Giovanni Orsina. Il ne faut pas oublier que la constitution des États modernes s'est faite grâce à la sédentarité et par la sédentarisation des citoyens. La Ligue remplace la Padanie avec l'Italie et l'ampoule qui contenait l'eau du Pô dans les célébrations druidiques avec le rosaire et le Duomo de Milan. En se faisant le défenseur des sédentaires, Salvini réinvestit la question nationale, alors qu'historiquement la Ligue s'est construite bien différemment, et il parvient à proposer une série d'alliances avec des parties de l'Etat italien qui lui permettent d'espérer de devenir l'homme fort du prochain cycle de pouvoir italien, en garantissant une solution à moyen terme de la volatilité politique dont ses alliés, le mouvement cinq étoiles, est le nom.

Propos recueillis par Benoît Cerutti

Bruno Da Silva candidat au Conseil administratif de Thônex

Bruno Da Silva portera les couleurs du PDC lors des prochaines élections au Conseil administratif à Thônex. Il nous présente son parcours ses motivations.



Vous avez une forte expérience au sein du Conseil municipal, que vous présidez depuis quelques semaines par ailleurs. Quelles sont vos motivations aujourd'hui pour vous présenter au Conseil administratif ?

Mes motivations sont les mêmes que celles qui m'ont décidé à me présenter au Conseil municipal, en 2015 : servir les intérêts de Thônex et de ses habitants. J'ai eu la chance durant cette législature de prendre une part active au développement de ma commune avec une équipe PDC soudée et je souhaite aujourd'hui poursuivre cet engagement à un autre niveau. Je souhaite prolonger le travail mené par Philippe Decrey, CA sortant, et contribuer à montrer le dynamisme et l'ambition de notre parti.

Thônex est une commune en pleine transformation en matière d'aménagement, avec l'arrivée prévue de nombreux nouveaux habitants. Quelles sont vos priorités en la matière ?

Qui dit transformation en matière d'aménagement, dit aussi évolutions démographique et sociologique de notre commune. Les besoins de notre population sont toujours plus nombreux et variés en termes d'intégration et de services publics. Dès lors, l'administration communale doit accompagner ces évolutions et

se doter des outils nécessaires à la nouvelle dimension de Thônex.

L'intégration des nouveaux venus doit être facilitée par un soutien accru aux systèmes associatif, sportif et culturel existants, afin d'encourager un engagement de chacun en faveur de plus de convivialité et d'échanges. Développer les liens humains et rapprocher les autorités de la population s'inscrivent pleinement dans ma ligne politique.

D'importants changements en termes de mobilité sont à prévoir avec l'inauguration du Léman Express. Le pari en termes de mobilité douce est important : il faut donner à Thônex le moyen de le relever.

Les nouveaux habitants doivent se sentir pleinement chez eux à Thônex. Leur intégration doit pouvoir se faire harmonieusement, dans le respect d'une qualité de vie partagée avec les

communiers de longue date. Au-delà du slogan politique, le vivre-ensemble doit être une réalité quotidienne et naturelle.

Quels sont les projets que vous souhaitez porter si vous êtes élu ?

La structuration d'un service social renforcé est une priorité de ma candidature. La population doit pouvoir être orientée de façon adéquate, dans un contexte de besoins grandissants. Ma vision du service social va au-delà des prestations fournies par les offices communaux et englobe bien d'autres dimensions. C'est pourquoi, j'aurai à cœur de renforcer et valoriser l'action bénévole et associative, des éléments fondamentaux pour l'intégration et la cohésion d'une communauté. Une mise en valeur de ce type d'engagement de nos citoyens doit être faite. Des structures encadrantes ou coordinatrices doivent voir le jour pour favoriser cette politique.

Toujours dans l'esprit des partenariats alternatifs, il me semble important d'envisager l'accroissement des accords public-privé dans des domaines variés tels que le soutien à nos aînés avec des structures proches, plus locales et chaleureuses ou encore celui de la petite enfance et les multiples modèles d'accueil envisageables.

« J'aurai à cœur de renforcer et valoriser l'action bénévole et associative, des éléments fondamentaux pour l'intégration et la cohésion d'une communauté »

Le développement de la mobilité de demain sera aussi évidemment au cœur de mon projet, avec un pari sur la mobilité douce qui se doit d'être renforcée. Le Léman Express et la Voie verte ouvrent des perspectives nouvelles. A nous de les explorer, par exemple en favorisant l'aménagement de zones vertes et de rencontre.

Dans un autre registre, je souhaite poursuivre les efforts menés en faveur d'une culture de proximité forte, avec l'objectif de renforcer l'animation dans les différents quartiers de la commune. Ces occasions de rencontres et d'échanges sont essentielles pour favoriser la cohésion communale.

« Thônex (...) mérite que l'on s'engage sans compter pour son développement »

Finalement, tout cela ne pourra se réaliser sans une attention particulière aux finances de la commune. Thônex doit se donner les moyens de ses ambitions. Elle doit donc veiller à renforcer son attractivité pour les entreprises et à diversifier ses ressources fiscales. Cela passe notamment par attirer des familles de classe moyenne, par exemple en favorisant le développement de constructions en PPE et en coopérative.

Que symbolise Thônex pour vous ?

Thônex c'est avant tout une commune que j'aime, à laquelle je suis très profondément attaché, qui mérite que l'on s'engage sans compter pour son développement. Ce sont aussi des communiers, des amis, qui doivent trouver dans leurs autorités une oreille attentive et bienveillante.

Propos recueillis par Benoît Cerutti

Paul Michel,
Président des JDC Genève

Un nouveau comité a été élu au sein des JDC et il porte en lui les graines d'une révolution. Méfiez-vous donc ! Et retenez ces noms : Julie Udry (Vice-présidente), Ivan Deiana (Secrétaire) et Benjamin Aebi (Trésorier), accompagnés de votre serviteur. Mais pourquoi diantre ferions-nous la révolution ? Pour deux raisons.

Premièrement, parce que nous sommes jeunes, et qu'il appartient à toute forme de jeunesse de vouloir, par impétuosité impatiente, renverser tout ce qui se dresse sur le passage de sa vitalité. Nous bouillonnons déjà d'idées et de projets pour notre beau canton, pour la Suisse et pour l'Europe. Si cette vitalité et cette fougue sont des qualités, elles portent en elles des défauts (nombreux paraît-il). Nous comptons donc sur nos aînés pour nous taper, non sur la tête, mais sur l'épaule et nous rappeler maternellement ou paternellement que la patience est mère de vertus.

La deuxième raison de notre révolution est propre au PDC et à ses valeurs. En effet, même si notre patrie a été grandement forgée par les idées de la démocratie chrétienne, de nombreux domaines appellent encore à la révolte, non pas armée, mais simplement humaine. Si nous devons réellement mesurer la force de la communauté à l'aune du bien-être du plus faible de ses membres (Préambule de la Constitution fédérale), il faut que nous commençons par aller vers les plus faibles de nos membres et leur demander comment leur apporter notre soutien. Que pouvons-nous faire pour les jeunes sans emplois, pour les mères seules, pour les retraités,



pour les endettés, pour les personnes handicapées ? La première réponse ne viendra pas de la politique, mais de l'amour, sincère, inconditionnel, lumineux et fraternel. Et ce n'est qu'après avoir donné cette première réponse que nous pourrions apporter la deuxième, qui sera structurelle, politique, financière, et autre !

Alors retroussons-nous les manches, car la tâche est immense et nous sommes bien peu nombreux. Mais nous avons avec nous la jeunesse et la certitude que notre comité marchera dans les traces de ses illustres aînés en perpétuant la tradition démocrate chrétienne qui a su faire de notre Helvétie une terre féconde et créative, à l'écoute des plus faibles pour créer une société plus forte. Alors révoltons-nous, et si nous échouons à changer le monde, nous aurons au moins eu le mérite d'essayer !

Aéroport : perspectives et défis



Le 10 mai dernier, des membres du PDC ont eu la chance de participer à une visite-conférence de l'aéroport. Animée par Sébastien Leprat, en charge de la communication de Genève Aéroport, la visite a permis d'aborder un nombre important de questions.

Tout d'abord, le conférencier a pu rappeler la bonne santé financière de l'institution. Pour l'année 2018, elle a dégagé un bénéfice de 85,1 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 490 millions. Par ailleurs, elle a opéré pour 151,3 millions de francs d'investissements.

Pour illustrer cela, il est important de rappeler que l'aéroport emploie 1077 employés, voit passer 17.7 millions de passagers par an, et bénéficie de la desserte de 57 compagnies aériennes.

Dans le cadre de sa présentation, M. Leprat a mis un accent particulier sur deux grands enjeux: la question du développement durable ainsi que celle des nuisances pour les riverains.

En ce qui concerne le développement durable, il a été rappelé quelques

mesures prises par l'aéroport en la matière. Tout d'abord, une réelle volonté de minimiser l'empreinte carbone des activités aéroportuaires par la mise en place d'une centrale de production photovoltaïque, l'achat de véhicules hybrides sur la plateforme, et la mise en place de 41 alimentations électriques au sol, qui permettent aux avions d'éviter d'utiliser leur turbine auxiliaire de puissance lorsqu'ils sont stationnés.

«le débat s'est ouvert autour de la question du développement de l'infrastructure»



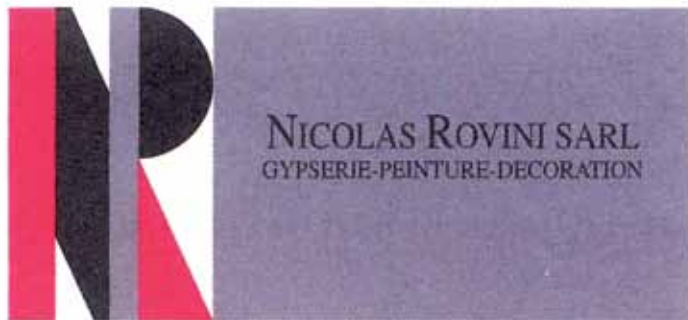
Par rapport à la question centrale des nuisances, quelques outils ont été présentés aux participants. En effet, ceux-ci ont pu notamment visiter sur la plateforme, l'amortisseur de bruit qui permet aux avions sortant de maintenance, de ne plus faire leurs essais sur le tarmac mais dans un hangar fermé, ce qui atténue de plus de 20 décibels les essais.

L'ensemble de ces points abordés, le débat s'est ouvert autour de la question du développement de l'infrastructure. De nombreuses questions ont été posées, notamment relatives à la fiche PSIA. Rappelons que cette dernière délimite le cadre d'exploitation et de développement de l'Aéroport à l'horizon 2030. Dans ce cadre, des questions très légitimes ont été posées concernant l'évaluation des personnes touchées par les nuisances sonores. En effet, le mode de calcul de l'institution laissait entrevoir un manque de rigueur en la matière.

L'ensemble des questions posées soulevaient, par ailleurs, une question plus globale: quel type de développement pour Genève? La réponse à cette dernière déterminera finalement le développement de l'aéroport.

Benoît Cerutti





NICOLAS ROVINI SARL
GYPSERIE-PEINTURE-DECORATION

19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54
Mobile : 079 423 32 54 - rovinc@bluewin.ch


Gestion immobilière
Fiduciaire

Barthélémy Roch

F.I. Fides Immo Sàrl
6, chemin du Moulin-de-Vert
1288 Aire-la-Ville
Tél. 022 850 00 15
Fax 022 850 00 15
roch.barthelemy@bluewin.ch



**Venez nous trouver,
on va vous faire
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch



Rue de Genève 3
1225 Chêne-Bourg
Tél. 022 348 33 55
www.locatelli-electricite.ch

LOCATELLI
MAX ET SERGE LOCATELLI
ELECTRICITÉ - DEPUIS 1962

Installations électriques
courant fort et courant faible
Dépannage - SWISSCOM Partner
Domotique - Câblage informatique

BOCCARD PARCS et JARDINS SA

Une force de la nature.

Route de la Croix-en Champagne 6 - La Petite-Grave - 1236 Cartigny
Tél. 022 798 43 43 - Fax 022 791 05 52



Ch. de la Marbrerie 6
CH - 1227 Carouge
Tél: 022 343 89 50
Fax: 022 343 14 41
Mail: info@bosson.ch
Web: www.bosson.ch

SE CHAUFFER AU MAZOUT

**La chaleur
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,
station service 24/24, charbon,
bois de cheminée, charbon de bois,
gaz, location de grills/broches,
révision de citernes.



Edouard BRUN & Cie S.A.
Agence immobilière

La dimension humaine

Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - www.regiebrun.ch

Le bonheur d'une naissance

Clinique des Grangettes
Genève

Clinique des Grangettes - 7, chemin des Grangettes - CH-1224 Chêne-Bougeries - +41 22 305 01 11 - www.grangettes.ch